

Discours de Son Excellence Monsieur
SOUEF Mohamed El- Amine, Ministre
des Affaires Etrangères et de la
Coopération Internationale, Chargé de
la Diaspora

**34ème Conseil des Ministres
de la Commission de l'Océan Indien**

Beau Vallon, 06 mars 2020

Seychelles

Excellence Monsieur le Vice-président de la République des Seychelles, Président en exercice du Conseil des Ministres de la Commission de l'Océan Indien,

Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée nationale de la République des Seychelles,

Excellence Monsieur le leader des Affaires du Gouvernement,

Excellences Messieurs les Ministres et Chefs des délégations,

Monsieur le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien,

Madame et Messieurs les Officiers Permanents de Liaison,

Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,

Distingués Partenaires au Développement,

Honorables Invités en vos rangs et qualités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, tout d'abord, saisir cette heureuse opportunité pour adresser au gouvernement et au peuple frère de la République des Seychelles, au nom de la délégation qui m'accompagne et en mon nom propre, nos sincères remerciements, pour l'accueil chaleureux et fraternel, ainsi que l'hospitalité légendaire qui nous ont été offerts à cette occasion, et à chaque fois que nous avons foulé la terre de cette belle île des Seychelles.

Permettez-moi, aussi, de saluer, au nom du Gouvernement de l'Union des Comores, les actions concrètes et louables que la République des Seychelles a posées durant son mandat à la présidence de notre Organisation. En effet, c'est au cours de cette présidence que les Etats membres ont été interpellés par le besoin de repenser l'avenir de la COI, en vue de son évolution institutionnelle.

Mes remerciements s'adressent également à l'endroit du Secrétaire général de la COI et aux équipes du Secrétariat Général pour les excellentes dispositions prises, en vue d'assurer le bon déroulement de nos travaux.

Excellences Mesdames et Messieurs,

La vie démocratique de nos pays et le resserrement de nos liens de coopération fructueuse ne cessent de s'approfondir de jour en jour. Aussi, convient-il de saluer et

de se réjouir des avancées enregistrées ces dernières années dans l'espace indianocéanique.

La République de Maurice, la République de Madagascar, l'Union des Comores, mon pays, qui viennent d'organiser dans la paix et la quiétude, et avec succès, des élections législatives, communales et municipales. La République française est elle aussi, engagée dans un processus électoral des municipales. Des cycles forts qui traduisent la maturité de nos peuples respectifs, qui ont intégré de manière irréversible la démocratie comme pilier de la bonne gouvernance.

Je voudrais ainsi remercier les pays membres de notre Organisation, en particulier la République des Seychelles, pour leur engagement soutenu en faveur de l'Union des Comores, lors de la dernière élection présidentielle.

Toutes ces expériences électorales réussies dans nos pays respectifs, démontrent, si besoin est, le rôle de plus en plus affirmé de notre Organisation pour la gouvernance démocratique, source de paix et de stabilité.

En effet, la somme de notre riche expérience, peut désormais palier à la faiblesse de nos ressources financières face aux processus démocratiques. C'est là que la proposition avancée lors de notre dernier Conseil par la partie malagasy, trouve toute sa pertinence. Celle-ci portait sur la mise à contribution de nos missions diplomatiques présentes dans nos pays respectifs pour jouer le rôle d'observateurs.

Par ailleurs, le resserrement de plus en plus solide des liens de fraternité et de coopération entre les pays de la COI, doit nous permettre d'affirmer, avec plus d'acuité, la voix de l'indianocéanie à l'échelle internationale.

Unis dans la conception et unis dans l'action, nous pouvons peser sur les orientations des grandes problématiques internationales en affirmant notre présence dans les grandes instances régionales et internationales.

Qu'il me soit, alors, permis de souhaiter un bon retour parmi nous, de mon ami Nandcoomar Bodha, et souhaiter, dans le même élan, la bienvenue à mon frère le Ministre malagasy des Affaires étrangères, SE Dr TEHINDRAZANARIVELO Djacoba.

L'Union des Comores, mon pays, a eu à gérer tout au long de l'année 2019, un agenda diplomatique et politique intense qui s'inscrit dans sa vision de développement dont l'objectif est d'atteindre l'émergence à l'horizon 2030.

Dans ses activités internationales les plus marquantes, figurent la visite officielle du Chef de l'Etat de l'Union des Comores, SEM Azali Assoumani, effectuée à Paris, le

mois de juillet dernier, relançant une coopération renouvée entre Paris et Moroni et initiant aussi, la Conférence des bailleurs de fonds dédiée au financement du Plan Comores Emergents, organisée en décembre 2019. Les fonds mobilisés ouvrent pour l'Union des Comores, des perspectives très encourageantes sur la marche de mon pays dans son développement économique durable.

Je profite d'ailleurs de l'opportunité de ce Conseil pour remercier tous les pays membres de la COI, notamment la France, ainsi que le Secrétariat Général pour leur présence et leur soutien actif au bénéfice de mon pays.

C'est au cours de cette même année 2019, que les Comores et la République de Madagascar ont tenu la première Session de la Commission mixte de coopération entre les deux pays. Cette Commission mixte qui a été rehaussée par la présence du Premier Ministre de la République de Madagascar, marque une nouvelle étape dans la consolidation des liens séculaires, d'amitié et de coopération entre deux pays aux trajectoires historiques imbriquées. Elle fut également une bonne opportunité pour donner des réponses par rapport à la problématique de la libre circulation des personnes et des biens entre les deux pays.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il y a 36 ans, dans cette belle capitale Seychelloise, l'acte fondateur de la Commission de l'océan Indien a été signé, dans l'esprit de renforcer les liens d'amitié entre ses Etats membres pour une coopération renouvée, fructueuse et durable.

L'insularité, la souveraineté, la position géographique, les valeurs culturelles et linguistiques sont des éléments fédérateurs de notre Organisation.

C'est dire que notre Organisation repose, depuis sa création, sur un socle de valeurs nourries par les principes cardinaux de la souveraineté des Etats et le respect intangible de l'intégrité territoriale de nos pays. Œuvrons ensemble pour préserver ces acquis.

Deux ans plus tard, mon pays, l'Union des Comores, s'est joint à cette dynamique régionale afin d'assurer ensemble, le développement économique et social impulsé au sein de cette Organisation, pour une région solidaire face aux enjeux multiples qui la guettaient.

Aujourd'hui, plus que jamais, les défis se multiplient ; les enjeux se diversifient et nos pays doivent être préparés à répondre à ces différentes situations. C'est vous dire,

Mesdames et messieurs, combien je mesure la nécessité de mutualiser nos efforts afin de renforcer les capacités de la Commission de l’océan Indien, notre maison commune, et ses différentes structures, pour répondre au mieux aux aspirations de nos peuples.

Le Secrétariat Général, organe de mise en œuvre de nos politiques stratégiques, doit être renforcé, dans un esprit de transparence, d’équité et d’obligation de résultats pour qu’il puisse exercer pleinement son rôle et ses missions clairement définies dans les différents textes fondateurs et orientations politiques de ses Instances décisionnelles.

Comme vous le savez, la réorientation stratégique qui demande une modernisation structurelle du Secrétariat Général et le renforcement de ses composantes, a été à l’origine de la retraite ministérielle sur l’avenir de la COI, que mon pays a eu le privilège d’accueillir à Moroni au début du mois d’août 2019.

La Déclaration de Moroni qui en a découlé, a déblayé le terrain de ce grand chantier d’évolution institutionnelle. Je la considère ainsi, à juste titre, après l’Accord de Victoria, comme le 2^{ème} Acte Institutionnel de référence de notre Organisation, puisqu’elle a permis de réviser les principaux textes fondateurs afin d’intégrer les nouvelles visions qui caractérisent notre ambition commune.

Après cette phase importante de réflexion et de restructuration, l’heure est actuellement à l’action afin de traduire les visions en actes concrets et visibles sur le terrain.

Notre action doit aller bien au-delà de la simple exécution de projets pour mettre en valeur les atouts de cette partie du monde que notre situation géostratégique nous offre.

Nous appartenons à une zone hautement stratégique et riche en ressources naturelles. L’engouement d’autres Entités régionales et internationales à vouloir intégrer notre Organisation, sous quelque forme que ce soit, doit nous interpeller et nous conduire à approfondir nos réflexions, à cet égard.

Notre Organisation, au-delà de sa dimension sous régionale, continue à susciter l’intérêt de grands pays qui s’affirment, désormais, en Puissances mondiales. Nos choix stratégiques, en matière de projets, donnent la mesure de nos ambitions.

Des programmes et projets tels que la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, l’économie bleue, les énergies renouvelables, la lutte contre les changements

climatiques et la paix, stabilité et gouvernance, notamment, sont autant des problématiques et des préoccupations partagées à l'échelle internationale.

L'épidémie de Coronavirus, par exemple, qui, chaque jour, prend des proportions de plus en plus inquiétantes, éclaire d'un jour nouveau, la pertinence de nos programmes et de la nécessité d'assurer la pérennisation de certains projets cruciaux tels que le programme régional « Veille sanitaire ».

La forte préoccupation de la communauté internationale face à cette épidémie, nous interpelle. Nos pays, de par leur position vulnérable, doivent rapidement mutualiser leurs efforts et leurs compétences, en s'organisant, dès à présent, pour pouvoir parer à toutes éventualités liées à la propagation de cette menace.

Mon pays saisit cette occasion pour remercier le Secrétaire général de notre Organisation et ses différentes équipes, ainsi que l'AFD, pour l'appui qu'ils viennent de nous accorder dans notre plan d'urgence national mis en place pour faire face au Coronavirus.

Nos pays qui, jusqu'à un passé récent, doutaient de la valeur réelle de notre Institution, commencent à avoir une nouvelle perception positive à celle-ci, à la lumière des efforts déployés sur le terrain.

Le Secrétariat Général doit donc redoubler d'efforts et renforcer les capacités, aussi bien humaines que financières de son unité de communication, ce qui lui permettrait d'accompagner et de mettre à profit les bureaux de nos Officiers permanents de Liaison, au niveau national, afin de rendre les actions de notre Organisation, plus visibles auprès des populations bénéficiaires.

Je voudrais, avant de conclure mon intervention, confirmer le soutien de l'Union des Comores à la candidature française et Réunionnaise, pour le poste de Secrétaire Général de la COI et assurer le prochain Secrétaire Général de l'accompagnement de la Présidence comorienne.

Au terme de mon propos, je voudrais réitérer nos vifs remerciements à l'ensemble de nos partenaires au développement pour leurs multiples engagements au service de notre Organisation.

Je souhaite plein succès aux travaux de ce 34ème Conseil.

Vive la COI,

Vive la coopération régionale,

Je vous remercie pour votre attention.

